

M. FRASER: Et nos propres intérêts à cet égard? Pouvez-vous dire de quelle façon la question nous intéresse? Financièrement ou autrement?

L'hon. M. PEARSON: Nous n'avons là aucun intérêt direct.

M. FRASER: Indirect alors?

L'hon. M. PEARSON: Nous sommes vivement intéressés, non seulement indirectement, au maintien de la paix, et tout ce qui pourrait troubler l'harmonie, amener le chaos et la confusion en Iran intéresserait les Canadiens de façon directe.

M. FRASER: Les Américains également. C'est probablement pourquoi le marché des valeurs s'est comporté comme il l'a fait.

M. CROLL: Est-ce que tout cela n'est pas en dehors de notre domaine, monsieur le président?

M. BATER: J'ignore si ma question est juste ou non, mais le ministre tout à l'heure, lors de la tournée qu'il a faite en imagination autour du monde, a mentionné l'Allemagne occidentale. J'aimerais lui demander si, lors du récent scrutin en Allemagne, le très grand nombre de votes inscrits en faveur du parti nazi d'Hitler cause quelque inquiétude?

L'hon. M. PEARSON: Naturellement, cela a un peu inquiété les pays démocratiques, mais il est préférable de voir les choses dans leur propre perspective. L'élection dont vous parlez n'a pas eu lieu dans toute l'Allemagne occidentale, mais dans l'une des sous-divisions, une des provinces allemandes si vous préférez. Au cours de cette élection, le parti qui a des similitudes avec l'ancienne organisation nazie a remporté, je crois, entre 10 et 11 p. 100 des votes. C'est un peu inquiétant dans les circonstances, mais tout de même... Car après tout, 89 p. 100 des gens ont voté en faveur des autres partis, alors qu'ils auraient pu pencher vers celui-ci, qui ressemble à l'ancien parti nazi.

M. MACNAUGHTON: Monsieur le président, je me demande si nous pourrions revenir chez nous. Vendredi dernier, il y a eu à Montréal la retentissante inauguration du nouvel édifice de Radio-Canada à laquelle, justement, les membres locaux n'ont pas été invités. Mais pour revenir à ma question...

M. CROLL: En premier lieu, cela aurait dû être à Toronto, non pas à Montréal!

M. FRASER: Pourquoi pas à Peterborough? C'est à mi-chemin et un endroit excellent!

M. MACNAUGHTON: Pour en revenir à mon sujet,—qui est très sérieux,—maintenant que nous avons des facilités extraordinaires pour les émissions internationales sur ondes courtes, j'aimerais savoir quel rapport il y a entre le ministère des Affaires extérieures et l'administration de Radio-Canada. Collaborez-vous avec cet organisme, et qui est responsable des opinions exprimées sur ce réseau, censé être le porte-parole du Canada auprès de l'Europe et du reste du monde? Voulez-vous nous dire exactement quelles relations existent entre le ministère des Affaires extérieures et le Service international sur ondes courtes de Radio-Canada?

L'hon. M. PEARSON: Je puis vous renseigner brièvement dès maintenant, mais je me ferai un plaisir d'obtenir plus de détails et de vous les communiquer ensuite.

M. MACNAUGHTON: On me dit que cela coûte au moins \$1,600,000.

L'hon. M. PEARSON: C'est vrai. Ce que je vais dire ne s'applique qu'au rapport existant entre mon ministère et ce Service international. Je voudrai peut-être compléter ces brefs renseignements lors de la prochaine réunion ou d'une réunion subséquente, quand j'aurai pu obtenir plus de détails.

Les termes de l'arrêté en conseil établissant le Service international de Radio-Canada prévoient que ce Service fonctionnera de concert avec le ministère des Affaires extérieures. Au commencement, cela n'a pas marché